

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Vaudreuil-Dorion | 71083 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA, trésorier, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature _____ Date 23 juillet 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Vaudreuil-Dorion**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ont été audités par la même auditrice qui auparavant, était associée à un autre cabinet, et qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée le 27 novembre 2020.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Vaudreuil-Dorion** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.en.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 23 juillet 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	70 326 796	69 441 673	65 882 486
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 081 462	1 099 074	1 073 927
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 374 511	7 318 718	3 567 896
Services rendus	5	5 469 461	4 248 525	5 094 115
Imposition de droits	6	6 167 072	7 555 787	5 465 461
Amendes et pénalités	7	438 500	867 083	561 674
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	715 000	518 579	960 007
Autres revenus	10	30 000	2 761 089	5 575 376
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	86 602 802	93 810 528	88 180 942
Charges				
Administration générale	14	9 561 447	8 549 633	9 050 353
Sécurité publique	15	12 193 298	13 236 546	12 841 708
Transport	16	15 783 611	16 100 126	15 651 456
Hygiène du milieu	17	18 688 205	19 172 232	19 160 906
Santé et bien-être	18	965 040	876 497	997 053
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 412 041	3 909 793	3 946 202
Loisirs et culture	20	20 075 032	16 498 938	18 876 756
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	6 087 278	5 982 139	5 531 783
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	87 765 952	84 325 904	86 056 217
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 163 150)	9 484 624	2 124 725
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		210 278 214	208 153 489
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		210 278 214	208 153 489
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		219 762 838	210 278 214

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	17 641 553	19 204 380
Débiteurs (note 5)	2	32 306 915	30 962 488
Prêts (note 6)	3	426 340	535 773
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		109 700
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	50 374 808	50 812 341
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	17 985 515	5 473 304
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	19 085 694	18 168 603
Revenus reportés (note 12)	12	2 794 688	3 742 302
Dettes à long terme (note 13)	13	194 594 830	198 496 586
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	470 000	
Autres passifs (note 14)	15		
	16	234 930 727	225 880 795
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(184 555 919)	(175 068 454)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	402 544 462	383 705 236
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	11 206	11 206
Stocks de fournitures	20	569 517	578 839
Autres actifs non financiers (note 18)	21	1 193 572	1 051 387
	22	404 318 757	385 346 668
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	219 762 838	210 278 214

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 163 150)	9 484 624	2 124 725
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(59 881 700)	34 247 763	20 737 212
Produit de cession	3		45 209	111 020
Amortissement	4	12 296 295	15 043 796	14 953 915
(Gain) perte sur cession	5		319 532	(30 617)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(47 585 405)	(18 839 226)	(5 702 894)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(327)
Variation des stocks de fournitures	10		9 322	(68 721)
Variation des autres actifs non financiers	11		(142 185)	812 436
	12		(132 863)	743 388
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(48 748 555)	(9 487 465)	(2 834 781)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(175 068 454)	(172 233 673)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(175 068 454)	(172 233 673)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(184 555 919)	(175 068 454)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 484 624	2 124 725
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	15 043 796	14 953 915
Autres			
▪ Perte (gain) sur dispo. actifs	3	319 532	(30 617)
▪	4		
	5	24 847 952	17 048 023
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 344 427)	(513 550)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	917 091	5 497 555
Revenus reportés	9	(947 614)	578 162
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	579 700	492 400
Propriétés destinées à la revente	11		(327)
Stocks de fournitures	12	9 322	(68 721)
Autres actifs non financiers	13	(142 185)	812 436
	14	23 919 839	23 845 978
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(34 247 763)	(20 737 212)
Produit de cession	16	45 209	111 020
	17	(34 202 554)	(20 626 192)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	109 433	15 700
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	109 433	15 700
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	31 443 056	25 040 181
Remboursement de la dette à long terme	24	(35 404 352)	(19 020 752)
Variation nette des emprunts temporaires	25	12 512 211	(12 191 451)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	59 540	222 551
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	8 610 455	(5 949 471)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(1 562 827)	(2 713 985)
Solde déjà établi	31	19 204 380	21 918 365
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	19 204 380	21 918 365
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	17 641 553	19 204 380

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est un organisme municipal organisé et existant en vertu des lois de la province de Québec. Selon le décret 302-94, les Villes de Vaudreuil et de Dorion se sont regroupées afin de se constituer en la Ville de Vaudreuil-Dorion, le 16 mars 1994.

La Ville de Vaudreuil était constituée en vertu du Bill 148, chapitre 93, le 10 juillet 1963. La Ville de Dorion était constituée en vertu de la loi Georges V, chapitre 59, le 16 mars 1916.

La ville est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, organisme regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. Les dépenses de la M.R.C. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 28 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

De plus, la ville fait partie du réseau de transport métropolitain (EXO). EXO est un organisme public de transport en commun qui a commencé ses activités le 1er juin 2017. Il a pris, entre autres, la relève de l'Agence Métropolitaine de Transport (AMT) pour l'exploitation des trains de banlieue et des organismes de transport des couronnes nord et sud pour les activités de transport par autobus (C.I.T. La Presqu'île) et de transport adapté (Transport Soleil). La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

Enfin, la Ville fait partie de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). Celle-ci planifie, développe, soutient et fait la promotion du transport collectif sur l'ensemble du territoire de la grande région métropolitaine de Montréal. Elle assure, par des modes de transport collectif, la mobilité des personnes sur son territoire, incluant celles à mobilité réduite. Elle favorise l'intégration des services entre les différents modes de transport et augmente l'efficacité des corridors routiers. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales
Rapport financier consolidé 2020 | 511 |

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle. La ville inclut dans son périmètre comptable le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion et Festivités de Vaudreuil-Dorion.

Les comptes de la ville, du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, de Festivités de Vaudreuil-Dorion et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers à 100 %. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

b) Partenariats

La ville ne participe à aucun partenariat. De plus, la ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Vaudreuil-Dorion, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent les provisions pour réclamations en justice, contestations d'évaluation, la durée d'utilité des immobilisations et

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Améliorations locatives	5 et 10 ans
Véhicules	5, 7, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 6 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 9, 10, 15 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pour le stock de pièces et de fournitures du garage municipal et selon la méthode de l'épuisement successif pour les autres items d'inventaire (vrac, eaux, piscine,...). Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	17 641 553	19 204 380
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	17 641 553	19 204 380
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	632 350	758 502
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	22 258 000	7 027 922

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	3 995 743	3 535 923
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	19 272 076	17 637 109
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	796 664	712 674
Organismes municipaux	15	2 459 692	4 312 983
Autres			
▪ Droits sur les mutations immob	16	3 307 519	2 235 987
▪ Org. indiv., intérêts	17	2 475 221	2 527 812
	18	32 306 915	30 962 488
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	13 579 797	14 093 184
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	13 579 797	14 093 184
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	207 890	195 769

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ SSMFLVD (Maison Félix-Leclerc)	26	222 983	316 316
▪ Prog. instal. septique	27	203 357	219 457
	28	426 340	535 773
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	11 000	564 700
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(481 000)	(455 000)
	37	(470 000)	109 700
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 882 700	1 774 400
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	37 000	38 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	145 401	148 419
Régimes de retraite des élus municipaux	42	77 631	76 311
	43	2 142 732	2 037 130

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit et prêts à terme autorisés à 78 366 083 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel plus ou moins 0.50%, et les dates prévues pour le financement à long terme varient de juillet 2021 à mai 2025. Au 31 décembre 2020, les montants utilisés totalisent 17 985 515 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

De plus, la ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000 \$ au taux préférentiel plus ou moins 0.50%. Au 31 décembre 2020, cette marge de crédit était inutilisée.

À ces emprunts s'ajoute l'emprunt bancaire du Centre Multidisciplinaire de la Cité des jeunes, d'un montant autorisé de 300 000 \$. Cette marge porte intérêt au taux préférentiel plus 0.25 % et est garantie par la ville. Au 31 décembre 2020, le solde non utilisé sur cette marge de crédit est de 300 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	9 358 330	7 274 652
Salaires et avantages sociaux	48	3 124 278	3 089 301
Dépôts et retenues de garantie	49	4 031 030	3 603 898
Provision pour contestations d'évaluation	50	533 956	2 390 455
Autres			
▪ Intérêts dette à long terme	51	1 369 109	1 478 581
▪ Gouvernement du Canada	52	10 870	19 951
▪ Organismes municipaux	53	65 425	116 970
▪ Gouvernement du Québec	54	21 745	43 039
▪ Autres crédoeurs	55	570 951	151 756
	56	19 085 694	18 168 603

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	1 904 218	2 877 263
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Loyers, TECQ	67	890 470	865 039
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	2 794 688	3 742 302

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,95	2028	2057	72	194 202 000	198 472 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79	1 041 268	732 564
					80	195 243 268	199 204 564
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(648 438)	(707 978)
					82	194 594 830	198 496 586

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		13 302 000		110 577	13 412 577
2022	84		12 817 000		930 691	13 747 691
2023	85		12 900 000			12 900 000
2024	86		12 979 000			12 979 000
2025	87		13 130 000			13 130 000
2026 et plus	88		129 074 000			129 074 000
	89		194 202 000		1 041 268	195 243 268
Intérêts et frais accessoires	90					
	91		194 202 000		1 041 268	195 243 268

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(184 555 919)	(175 068 454)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(184 555 919)	(175 068 454)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	98 043 387	2 538 896		100 582 283
Eaux usées	104	167 900 588	255 072		168 155 660
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	133 527 995	1 795 924		135 323 919
Autres					
▪ Voies cyclables, parcs, stati.	106	50 928 279	955 011		51 883 290
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	59 357 048			59 357 048
Améliorations locatives	110	590 582	6 180	113 452	483 310
Véhicules	111	9 059 909	222 361		9 282 270
Ameublement et équipement de bureau	112	2 865 995	208 777	214 406	2 860 366
Machinerie, outillage et équipement divers	113	6 348 656	1 177 098	262 563	7 263 191
Terrains	114	26 596 277	7 437 559	331 088	33 702 748
Autres	115				
	116	555 218 716	14 596 878	921 509	568 894 085
Immobilisations en cours	117	24 049 867	19 650 885		43 700 752
	118	579 268 583	34 247 763	921 509	612 594 837
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	29 461 563	2 387 761		31 849 324
Eaux usées	120	49 958 262	4 087 035		54 045 297
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	66 341 394	3 946 482		70 287 876
Autres					
▪ Voies cyclables, parcs, etc.	122	26 953 808	1 957 154		28 910 962
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	11 249 339	1 520 822		12 770 161
Améliorations locatives	126	496 311	43 081	113 452	425 940
Véhicules	127	4 446 163	546 320		4 992 483
Ameublement et équipement de bureau	128	2 307 737	163 755	213 311	2 258 181
Machinerie, outillage et équipement divers	129	4 348 770	391 386	230 005	4 510 151
Autres	130				
	131	195 563 347	15 043 796	556 768	210 050 375
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	383 705 236			402 544 462
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	11 206	11 206
	139	11 206	11 206
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	11 206	11 206

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Assurances, abon, aide fin.	142	1 144 899	632 518
▪ Contrib. employeur RCR en trop	143		355 158
▪ Autres organismes CONSO	144	48 673	63 711
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	1 193 572	1 051 387

Note**19. Obligations contractuelles**

Les principaux engagements contractuels sont décrits ci-dessous et incluent les options de renouvellement:

	2021	2022	2023	2024
Loyer Hôtel-de-ville	480 581	163 787	-	-
Déneigement	1 960 093	1 768 705	413 925	424 273
Services d'évaluation foncière	722 275	736 720	-	-
Entretien patinoires extérieures	166 581	170 746	-	-
Collecte et disposition ordures	2 533 826	2 589 275	2 104 944	-
Licence logiciel SOFE	16 480	16 975	17 484	-
Licence d'utilisation logiciels	141 749	144 584	147 476	-
Logiciel BiblioMondo	30 466	30 618	-	-
Abonnement Microsoft Office	30 522	-	-	-
Entretien ménager bâtiments mun.	130 522	133 133	-	-
Fourniture d'agents de sécurité	274 567	280 058	285 659	291 372
Entretien ascenseurs	19 039	19 420	19 809	-
Audit rapports financiers	24 825	24 825	24 825	-
Gestion des boues des eaux usées usine d'épuration	109 162	-	-	-
Fourniture de pierre concassée	76 056	77 577	-	-
Fourniture d'électricien taux hor.	153 771	156 847	159 983	-
Entretien réseau d'éclairage	104 872	106 970	109 109	-
Coupe de gazon	230 617	235 230	-	-
Entente de développement culturel	88 333	88 333	88 333	-

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Programme d'activités sportives école secondaire de la Cité-des-Jeunes

Afin de favoriser la plus large participation possible des jeunes adolescents à la pratique d'activités physiques, la ville s'est engagée à défrayer une partie des frais d'inscription des jeunes résidents au programme d'activités sportives de la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de cinq ans à compter de 2010. Cette entente a été reconduite aux mêmes conditions pour une période supplémentaire de 4 ans et renouvelé pour un autre 4 ans.

2021: 35 000 \$ 2022: 35 000 \$ 2023: 35 000 \$

Subventions

Un protocole d'entente sur l'utilisation d'un terrain de soccer synthétique a été signé avec la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de 10 ans se terminant en juin 2023. La ville s'est aussi engagée pour l'entretien dudit terrain pour la même période pour un montant ne dépassant pas 70 000 \$.

La ville s'est engagée à verser 25 000 \$ par année pour une période de trois ans à la Fondation de la Maison des soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2020-2023.

2021: 25 000 \$ 2022: 25 000 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, la ville et les gouvernements du Québec et du Canada ont signé des protocoles d'entente dans lesquels les gouvernements s'engagent à verser une somme de 18 869 806 \$ pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 14 751 397 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu.

Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 3 251 729 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2021	456 842 \$
2022	414 844 \$
2023	384 824 \$
2024	319 704 \$
2025	296 003 \$
2026 et plus	1 379 512 \$

Principaux contrats (avant taxes):

DESCRIPTION	TERME	DROIT ANNUEL
Location locaux	2018-01-01 au 2025-06-30	320 157 \$
Redevances	2020-06-01 au 2030-05-31	174 000 \$
Vente espaces publ.	2016-10-01 au 2021-12-31	10 000 \$
Location site téléc.	2017-06-01 au 2033-07-31	41 385 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Centre Multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes

Au 31 décembre 2020, le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes a signé des baux ayant des échéances jusqu'en 2026. Les revenus locatifs estimatifs pour les prochains exercices s'établissent comme suit:

2021	210 738 \$
2022	217 872 \$
2023	44 555 \$
2024	44 555 \$
2025	44 555 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
Centre Multidisciplinaire CDJ	2 000 000	1 041 268	732 564
	148	2 000 000	1 041 268
		1 041 268	732 564

En août 2011, la ville a cautionné une marge de crédit au montant de 300 000 \$ et par la suite, un emprunt à long terme, pour un montant n'excédant pas 2 000 000 \$, pour le compte du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Des contribuables et des tiers ont signifié des réclamations en dommages-intérêts et pour des expropriations pour un montant total d'environ 7 867 158 \$ incluant les demandes subsidiaires. La ville est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 115 190 \$ a été prise aux états financiers. De plus, une partie de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers. Par contre, des négociations ont été entreprises pour certains d'entre eux. Advenant un dénouement défavorable de l'une de ces causes, le montant à payer par la ville serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable. Cependant, la valeur de ce passif ne devrait pas être significative pour la ville puisque les retraités n'avaient pas droit à l'indexation pour le service avant 2014.

22. Actifs éventuels

La Ville poursuit la Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges relativement à la modification rétroactive du mode de calcul du partage du trop-perçu par le Ministère de la sécurité publique suite à la facturation des services de la Sûreté du Québec. En effet, en février 2021 le conseil des maires de la MRC a décidé par résolution d'utiliser un nouveau mode de partage pour 2020 et les années subséquentes. Cette décision crée un manque à gagner estimé d'environ 1 700 000 \$ pour 2020 et un montant similaire pour 2021. La Ville est confiante d'avoir gain de cause dans ce dossier et advenant un dénouement favorable, les sommes remises à la Ville seront alors comptabilisées au moment du jugement.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans le budget des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques. La Fondation du maire de Vaudreuil-Dorion et les Festivités de Vaudreuil-Dorion sont exclues du budget consolidé puisque ces organismes n'ont pas adopté de budget pour l'exercice 2020. L'impact de cette exclusion est non significatif puisque la ville adopte dans son propre budget une charge relativement à ces organismes.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

27 Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La Ville de Vaudreuil-Dorion a poursuivi ses activités malgré la pandémie. La majorité des employés sont demeurés en poste mais l'accès aux citoyens a été restreint.

Au global, la Ville de Vaudreuil-Dorion n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2020 comparativement à décembre 2019 et les charges de fonctionnement ont été réduites suite au report de certains projets et le ralentissement des activités dû à la pandémie.

La ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisqu'une subvention de 3 409 648 \$ du gouvernement en lien à la COVID-19 ainsi que des revenus supplémentaires entre autres liés aux droits de mutation immobilière ont été reçus en 2020.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 999 214	(1 164 887)	9 478 634	5 990	9 484 624
Moins : revenus d'investissement	2	(5 195 849)	9 000)	(5 185 245 )	(	5 185 245)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(3 196 635)	(1 173 887)	4 293 389	5 990	4 299 379
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	14 810 583	12 200 000	14 904 848	138 948	15 043 796
Produit de cession	5	109 939		28 850	16 359	45 209
(Gain) perte sur cession	6	(30 350)		303 333	16 199	319 532
Réduction de valeur / Reclassement	7					
8	14 890 172	12 200 000	15 237 031	171 506		15 408 537
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	163				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
11	163					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	15 700	16 100	109 433		109 433
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
15	15 700	16 100	109 433			109 433
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(10 733 471)	(11 440 900)	(11 802 734)	84 933)	(11 887 667)
18	(10 733 471)	(11 440 900)	(11 802 734)	(84 933)		(11 887 667)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(708 482)	446 500)	571 429)	33 439)	604 868)
Excédent (déficit) accumulé	20	964 091		50 000		50 000
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	307 000	1 075 000	1 077 000		1 077 000
Excédent de fonctionnement affecté	22	(364 673)	(229 813)	(401 619)		(401 619)
Réserves financières et fonds réservés	23					
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	197 936	398 687	153 952	(33 439)	120 513
26	4 370 500	1 173 887	3 697 682	53 134		3 750 816
27	1 173 865	7 991 071	59 124			8 050 195
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales						

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		Total consolidé'
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	5 195 849	5 185 245		5 185 245
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(626 381)	2 137 443	()	2 137 443
Sécurité publique	3	(211 162)	935 974	()	935 974
Transport	4	(6 651 843)	9 867 319	()	9 867 319
Hygiène du milieu	5	(6 139 889)	14 984 134	()	14 984 134
Santé et bien-être	6	(694 850)	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	186 021	()	186 021
Loisirs et culture	8	(7 623 632)	5 709 796	427 076	(6 136 872)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(20 558 057)	33 820 687	427 076	(34 247 763)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(490)	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	16 800 774	8 046 121	393 637	8 439 758
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	708 482	571 429	33 439	604 868
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(677 212)	1 004 847		1 004 847
Excédent de fonctionnement affecté	16	3 842 621	6 907 989		6 907 989
Réserves financières et fonds réservés	17	749 193	1 728 625		1 728 625
	18	4 623 084	10 212 890	33 439	10 246 329
	19	865 311	(15 561 676)		(15 561 676)
	20	6 061 160	(10 376 431)		(10 376 431)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2019		2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	18 543 086	17 009 203	632 350	17 641 553	
Débiteurs (note 5)	31 223 344	32 829 284	373 889	32 306 915	
Prêts (note 6)	1 011 773	902 340		426 340	
Placements de portefeuille (note 7)					
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	109 700				
Autres actifs financiers (note 9)					
8	50 887 903	50 740 827	1 006 239	50 374 808	
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
Emprunts temporaires (note 10)	5 473 304	17 985 515		17 985 515	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	17 938 353	19 165 590	816 362	19 085 694	
Revenus reportés (note 12)	3 626 988	2 724 201	70 487	2 794 688	
Dettes à long terme (note 13)	197 764 022	193 553 562	1 517 268	194 594 830	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		470 000		470 000	
Autres passifs (note 14)					
15	224 802 667	233 898 868	2 404 117	234 930 727	
17	(173 914 764)	(183 158 041)	(1 397 878)	(184 555 919)	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	383 296 779	401 880 435	664 027	402 544 462	
Propriétés destinées à la revente (note 17)	11 206	11 206		11 206	
Stocks de fournitures	564 015	545 047	24 470	589 517	
Autres actifs non financiers (note 18)	987 676	1 144 899	48 673	1 193 572	
22	384 859 676	403 581 587	737 170	404 318 757	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	2 655 269	6 501 008	(57 467)	6 443 541	
Excédent de fonctionnement affecté	7 484 643	2 590 139		2 590 139	
Réserves financières et fonds réservés	4 080 180	2 941 761		2 941 761	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	1 872 740 ) (	1 606 540 ) (	73 377 ) (	1 679 917)
Financement des investissements en cours	(3 216 122)	(13 781 140)		(13 781 140)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	201 813 682	223 778 318	(529 864)	223 248 454	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
30	210 944 912	220 423 546	(660 708)	219 762 838	
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	20 483 800	19 065 266	19 997 543	19 550 563
Charges sociales	2	5 509 951	5 232 031	5 398 178	5 260 919
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	53 728	96 117	96 117	52 887
Autres biens et services	6	35 103 519	31 520 421	30 194 662	33 021 263
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	5 465 608	5 225 058	5 259 272	5 050 605
D'autres organismes municipaux					
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	9	352 092	383 107	383 107	387 389
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	210 000	292 868	339 760	93 789
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	6 791 246	6 400 634	6 400 634	6 164 678
Transferts					
Autres					
Autres organismes					
Transferts	15	1 324 221	993 602	999 602	1 122 048
Autres	16	144 865	136 211	136 211	356 092
Amortissement des immobilisations	17	12 200 000	14 904 848	15 043 796	14 953 915
Autres					
▪ Indemnités, mauv. créances	18	55 000	75 084	76 727	38 582
▪ Autres charges	19	73 659		295	3 487
▪	20				
	21	87 767 689	84 325 247	84 325 904	86 056 217

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 443 541	2 538 678
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 590 139	7 484 643
Réserves financières et fonds réservés	3	2 941 761	4 080 180
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 679 917)	(1 946 117)
Financement des investissements en cours	5	(13 781 140)	(3 216 122)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	223 248 454	201 336 952
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	219 762 838	210 278 214
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 501 008	2 655 269
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(57 467)	(116 591)
	11	6 443 541	2 538 678
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Exercice financier suivant	12	2 504 724	1 075 000
▪ Renov. bâtiments anciens	13	48 000	50 000
▪ Immeubles municipaux	14	8 915	6 249 943
▪ Avantages sociaux futurs	15		109 700
▪ Programme maisons lézardées	16	28 500	
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	2 590 139	7 484 643
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	2 590 139	7 484 643

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	2 422 794
Organismes contrôlés et partenariats	38	3 237 989
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	396 818
Organismes contrôlés et partenariats	40	537 389
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds de stationnement	45	23 071
▪ Charges reportées fin. L.T.	46	281 737
	47	2 941 761
	48	4 080 180
	48	2 941 761
	48	4 080 180

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
<hr/>		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ()(
Assainissement des sites contaminés	55 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	56 ()(
Autres	57 ()(
▪	58 ()(
▪	59 ()(
<hr/>		
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	60 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	61 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesure relative aux frais reportés	64 ()(
Autres	65 ()(
▪	66 ()(
▪	67 ()(
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	68 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	69 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	70 ()(
Autres	71 ()(
▪ Autres financements	72 ()(
▪ Organismes	73 ()(
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	74 ()(
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	75 ()(
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	76 ()(
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	77 ()(
Autres	78 ()(
▪	79 ()(
<hr/>		
<hr/>		
		80
		81 (
)(
		1 679 917)(
		1 946 117)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 10 292 580	6 079 063
Investissements à financer	83 (24 073 720 ) (	9 295 185)
	84 (13 781 140)	(3 216 122)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 402 544 462	383 705 236
Propriétés destinées à la revente	86 11 206	11 206
Prêts	87 426 340	535 773
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 402 982 008	384 252 215
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 402 982 008	384 252 215
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (194 594 830 ) (	198 496 586)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (648 438 ) (	707 978)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 13 579 797	14 093 184
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 1 929 917	2 196 117
	98 (179 733 554 ) (	182 915 263)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (179 733 554 ) (	182 915 263)
	101 223 248 454	201 336 952

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Vaudreuil-Dorion parraine un régime de retraite à prestations déterminées. À l'exception du groupe des pompiers syndiqués et de quelques groupes particuliers d'employés, le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final pour le service avant le 1er janvier 2014 et sur le salaire carrière pour le service après le 31 décembre 2013. Le salaire final est calculé comme étant égal à la moyenne des six années les mieux rémunérées du participant. La rente carrière accumulée est indexée annuellement jusqu'à la cessation de participation. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2019.

Les cotisations salariales des participants (8.99 % en 2020) représentent 50 % de la cotisation d'exercice requise. Une cotisation de stabilisation égale à 10% de la cotisation d'exercice est versée à parts égales par les participants et la ville (0.90 % du salaire par chacune des parties).

Depuis le 1er juillet 2014, la Ville parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées à l'égard des participants affectés par la rente maximale du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion, soit le régime surcomplémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion. Le régime de retraite est non contributif.

	2020	2019	
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	564 700	1 030 100
Charge de l'exercice	4 (	1 882 700 )(	1 774 400)
Cotisations versées par l'employeur	5	1 329 000	1 309 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	11 000	564 700
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	43 352 000	39 530 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	43 559 000 )(	39 708 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(207 000)	(178 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	218 000	742 700
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	11 000	564 700
Provision pour moins-value	12 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	11 000	564 700
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	207 000 )(	178 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	207 000 )(	178 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 771 000	2 488 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 2 771 000	2 488 400
Cotisations salariales des employés	21 (1 314 000 )(	1 087 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23 1 457 000	1 401 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 340 700	342 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪ Autres ajustements	29 75 000	23 000
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 872 700	1 767 100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 178 000	2 001 300
Rendement espéré des actifs	33 (2 168 000 )(	1 994 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 10 000	7 300
Charge de l'exercice	35 1 882 700	1 774 400
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 378 000	1 793 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 168 000 )(	1 994 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 210 000	(201 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (26 000)	293 400
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 124 000	1 231 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 43 625 000	39 637 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 207 000	178 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 3 273 000	1 122 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,52 %	5,36 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,37 %	5,35 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie des retraités et des personnes à charge pour les retraités actuels et futurs, ainsi que des prestations de soins de santé pour les retraités et les personnes à charge de deux retraités actuels (qui ont pris leur retraite avant le 1er juillet 1998). La ville paie 100 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2019.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (455 000)	(428 000)
Charge de l'exercice	56 (37 000)	(38 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 11 000	11 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (481 000)	(455 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (541 000)	(492 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (541 000)	(492 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 60 000	37 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (481 000)	(455 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (481 000)	(455 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (541 000)	(492 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (541 000)	(492 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 18 000	18 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 18 000	18 000
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 18 000	18 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 5 000	7 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81	
▪	82	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 23 000	25 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 14 000	13 000
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 14 000	13 000
Charge de l'exercice	87 37 000	38 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (28 000)	9 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92 11 000	11 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 16	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,50 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,90 %	7,20 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,80 %	4,80 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2029	2029
Autres hypothèses économiques	104	
▪	105	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Autres régimes	110	
	111	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis juillet 2016, la ville offre un régime de retraite simplifié (RRS) à ses pompiers. Celui-ci prend la forme d'un versement dans un RRS des employés participants au même taux que celui des participants pour un maximum de 9 % pour la part de la ville. Les employés peuvent verser une contribution volontaire supplémentaire s'ils le souhaitent.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	
Régime de retraite simplifié	114 145 401	148 419
REER	115	
Autres régimes	116	
	117 145 401	148 419

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118 8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	19 555	19 109
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	65 567	64 397
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	12 064	11 914
	122	77 631	76 311

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	55 258 299	54 573 885	51 046 525
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	3 818 911	3 821 583	3 776 820
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	59 077 210	58 395 468	54 823 345
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 302 976	5 303 593	5 280 900
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪ Installations U.V.	14	64 911	56 310	50 252
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	198 000	191 304	191 579
Service de la dette	18	5 683 699	5 494 998	5 536 410
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	11 249 586	11 046 205	11 059 141
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	11 249 586	11 046 205	11 059 141
	27	70 326 796	69 441 673	65 882 486

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	131 774	138 623	131 773
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	1 680	1 378	1 616
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	133 454	140 001	133 389
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	88 600	93 133	88 359
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	782 941	784 840	775 289
	36	871 541	877 973	863 648
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 004 995	1 017 974	997 037
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	26 258	26 756	25 743
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	295	295	295
Taxes d'affaires	44			
	45	26 553	27 051	26 038
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	49 914	54 049	50 852
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	49 914	54 049	50 852
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	1 081 462	1 099 074	1 073 927

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	111 997	111 997	7 485
Sécurité publique				
Police	54	1 169 815		1 131 677
Sécurité incendie	55	5 065	5 065	2 863
Sécurité civile	56	166 021	166 021	1 353 468
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	57 000	143 462	108 408
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			15 750
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	1 883	1 883	51 059
Réseau de distribution de l'eau potable	69	1 669	25 471	12 487
Traitement des eaux usées	70	169 948	161 306	186 260
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	225 000	307 669	208 566
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		47 501	47 501
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	247 679	256 161	291 915
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	110 740	129 691	100 906
Autres	89	46 000	27 054	97 052
Réseau d'électricité				
	90			
	91	2 029 734	1 383 281	3 567 896

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	967 756	967 756	
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	852 622	852 622	
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126		362 039	362 039
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	9 000	8 143	8 143
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	9 000	2 190 560	2 190 560

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	335 777	335 229	335 229
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		3 409 648	3 409 648
	141	335 777	3 744 877	3 744 877
TOTAL DES TRANSFERTS	142	2 374 511	7 318 718	3 567 896

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	362 000	509 889	509 889
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	362 000	509 889	509 889
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	217 140	243 483	243 483
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160	64 860	72 728	72 728
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	282 000	316 211	316 211
				212 202

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			417
Activités culturelles				
Bibliothèques	180	6 870	6 845	6 845
Autres	181			
	182	6 870	6 845	6 845
				7 287
Réseau d'électricité				
	183			
	184	650 870	832 945	832 945
				607 515

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			31 450
Autres	187	413 109	427 994	370 340
	188	413 109	427 994	401 790
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190	12 880	68 600	764
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	12 880	68 600	764
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	57 494	44 358	14 975
Enlèvement de la neige	195	24 053	26 749	25 308
Autres	196		15 847	29 753
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	81 547	86 954	70 036
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203	3 456	3 456	3 456
Réseau de distribution de l'eau potable	204	6 000	18 352	29 441
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208		7 340	8 799
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212		9 301	
	213	9 456	38 449	41 696

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	197 009	262 307	210 052
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221			
	222	197 009	262 307	210 052
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	4 094 965	2 524 032	3 746 114
Activités culturelles				
Bibliothèques	224			
Autres	225	9 625	7 244	16 148
	226	4 104 590	2 531 276	3 762 262
Réseau d'électricité				
	227			
	228	4 818 591	3 415 580	4 486 600
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	5 469 461	4 248 525	5 094 115

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	341 000	335 503	437 169
Droits de mutation immobilière	231	5 825 000	7 215 518	5 024 809
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233	1 072	4 766	3 483
	234	6 167 072	7 555 787	5 465 461
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	438 500	867 083	561 674
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	715 000	518 524	960 007
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	5 000	(303 333)	30 617
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241		1 700 757	5 087 294
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244		77 840	108 555
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	25 000	1 279 233	348 910
	247	30 000	2 754 497	5 575 376
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Non audité						
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1 103 756	973 828	1 138	974 966	974 966	1 032 937
Greffe et application de la loi	1 320 351	1 171 401	7 897	1 179 298	1 179 298	1 165 684
Gestion financière et administrative	2 658 335	2 605 498	69 692	2 675 190	2 675 190	2 674 433
Évaluation	563 878	280 973		280 973	280 973	894 406
Gestion du personnel	1 179 673	1 167 117		1 167 117	1 167 117	1 050 472
Autres						
▪ Informatique, communications	1 552 488	1 380 413	16 060	1 396 473	1 396 473	1 369 381
▪ Bâtiments et autres	1 102 156	856 034	19 582	875 616	875 616	863 040
	9 480 637	8 435 264	114 369	8 549 633	8 549 633	9 050 353
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	6 012 806	6 611 561	11 992	6 623 553	6 623 553	5 186 496
Sécurité incendie	5 459 733	5 518 944	521 555	6 040 499	6 040 499	5 470 588
Sécurité civile	89 563	448 392	5 852	454 244	454 244	2 025 223
Autres	173 361	118 250		118 250	118 250	159 401
	11 735 463	12 697 147	539 399	13 236 546	13 236 546	12 841 708
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	4 651 124	4 879 730	4 421 707	9 301 437	9 301 437	8 696 311
Enlèvement de la neige	3 667 943	3 062 273	16 720	3 078 993	3 078 993	3 273 871
Éclairage des rues	466 513	477 350	697 840	1 175 190	1 175 190	1 265 625
Circulation et stationnement	376 431	407 507	115 495	523 002	523 002	500 830
Transport collectif						
Transport en commun	2 225 709	2 017 902	3 602	2 021 504	2 021 504	1 914 819
Transport aérien						
Transport par eau						
Autres						
	11 387 720	10 844 762	5 255 364	16 100 126	16 100 126	15 651 456

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 978 845	3 017 235	1 540 434	4 557 669	4 425 699
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 054 735	1 316 500	970 126	2 286 626	2 075 756
Traitement des eaux usées	25	2 542 854	2 235 609	553 789	2 789 398	2 705 358
Réseaux d'égout	26	763 250	748 027	3 537 813	4 285 840	4 844 810
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 425 195	1 341 868		1 341 868	1 380 857
Élimination	28	1 099 209	976 907		976 907	982 039
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 427 974	1 240 222		1 240 222	1 106 263
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	974 551	922 670		922 670	904 765
Traitement	32					
Matériaux secs	33	138 014	168 156		168 156	152 708
Autres	34					
Plan de gestion	35	144 299	144 300		144 300	95 508
Autres	36					
Cours d'eau	37	116 622	12 354		12 354	18 112
Protection de l'environnement	38	632 198	446 222		446 222	469 031
Autres	39					
Total	40	13 297 746	12 570 070	6 602 162	19 172 232	19 160 906
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	441 420	410 419		410 419	394 150
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	523 620	458 167		458 167	602 903
Total	44	965 040	868 586		868 586	997 053

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
45	3 648 119	3 217 568	52 021	3 269 589	3 269 589	3 282 078
Aménagement, urbanisme et zonage						
46		2 000		2 000	2 000	
Rénovation urbaine						
47						
Biens patrimoniaux						
Autres biens						
Promotion et développement économique						
48	719 811	638 204		638 204	638 204	664 124
Industries et commerces						
49	1 260					
Tourisme						
50						
Autres						
51						
52	4 369 190	3 857 772	52 021	3 909 793	3 909 793	3 946 202
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
53	5 267 558	3 993 006	801 961	4 794 967	4 695 663	5 384 177
Centres communautaires						
54	2 014 857	1 590 141	350 605	1 940 746	1 940 746	2 016 670
Pâtisseries intérieures et extérieures						
55	859 264	542 651	59 976	602 627	602 627	1 039 499
Piscines, plages et ports de plaisance						
56	5 854 865	4 658 964	1 027 048	5 686 012	5 686 012	5 855 850
Parcs et terrains de jeux						
57						
Parcs régionaux						
58						
Expositions et foires						
59					10 944	350 189
60	13 996 544	10 784 762	2 239 590	13 024 352	12 935 992	14 646 385
Autres						
Activités culturelles						
61	1 272 510	1 055 870	4 018	1 059 888	1 059 888	1 276 881
Centres communautaires						
62	2 267 035	1 932 221	60 866	1 993 087	1 993 087	2 115 916
Bibliothèques						
Patrimoine						
63	768 104	472 912	37 059	509 971	509 971	837 574
Musées et centres d'exposition						
64						
Autres ressources du patrimoine						
65						
66	4 307 649	3 461 003	101 943	3 562 946	3 562 946	4 230 371
Autres						
67	18 304 193	14 245 765	2 341 533	16 587 298	16 498 938	18 876 756

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	5 635 042	5 319 475	5 319 475	5 353 689	5 138 248
Autres frais	70	182 658	288 690	288 690	288 690	299 746
Autres frais de financement	71	160 000	24 000	24 000	24 000	20 300
Avantages sociaux futurs	72	50 000	268 868	268 868	315 760	73 489
Autres	73	6 027 700	5 901 033	5 901 033	5 982 139	5 531 783
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	12 200 000	14 904 848 (	14 904 848 (

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	2 121 031	2 121 031	3 146 591
	Usines de traitement de l'eau potable	2	50 142	50 142	18 086
	Usines et bassins d'épuration	3	80 838	80 838	318 861
	Conduites d'égout	4	12 694 120	12 694 120	2 569 373
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 834 976	6 834 976	6 010 004
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	756 081	756 081	480 279
	Autres infrastructures	11	3 207 172	3 207 172	3 470 398
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	1 431 877	1 431 877	1 358 144
	Édifices communautaires et récréatifs	14	1 730 016	1 730 016	1 529 615
	Améliorations locatives	15		6 180	43 732
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	494 140	494 140	206 785
	Ameublement et équipement de bureau	18	171 772	181 157	179 008
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	799 195	1 210 706	322 751
	Terrains	20	3 449 327	3 449 327	1 083 585
	Autres	21			
		22	33 820 687	34 247 763	20 737 212

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	2 023 901	2 023 901	2 329 975
	Usines de traitement de l'eau potable	24			18 086
	Usines et bassins d'épuration	25			318 861
	Conduites d'égout	26	98 206	98 206	540 556
	Autres infrastructures	27	9 274 415	9 274 415	7 634 727
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	97 130	97 130	816 616
	Usines de traitement de l'eau potable	29	50 142	50 142	
	Usines et bassins d'épuration	30	80 838	80 838	
	Conduites d'égout	31	12 595 914	12 595 914	2 028 817
	Autres infrastructures	32	1 523 814	1 523 814	2 325 954
	Autres immobilisations	33	8 076 327	8 503 403	4 723 620
		34	33 820 687	34 247 763	20 737 212

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	537 389	188 587	329 158	396 818
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	115 456 896	864 325	7 032 433	109 288 788
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	69 117 095	7 386 846	4 526 076	71 977 865
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	185 111 380	8 439 758	11 887 667	181 663 471
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 093 184	745 298	1 258 685	13 579 797
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	14 093 184	745 298	1 258 685	13 579 797
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	14 093 184	745 298	1 258 685	13 579 797
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	14 093 184	745 298	1 258 685	13 579 797
	19	199 204 564	9 185 056	13 146 352	195 243 268
Dette en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	199 204 564	9 185 056	13 146 352	195 243 268

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	194 202 000
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	24 073 720
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

▪	6	
---	---	--

▪	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	396 818
--	---	---------

Débiteurs	9	13 579 797
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
--	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	571 701
--	----	---------

Autres	13	
--------	----	--

▪	14	
---	----	--

▪	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	203 727 404
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	16	1 041 268
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	204 768 672
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	1 315 641
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	318 379
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	4 807 000
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	211 209 692
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
--	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	211 209 692
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	500	501	501
Évaluation	2			
Autres	3	598 470	582 153	581 669
Sécurité publique				
Police	4	48 702	48 702	50 895
Sécurité incendie	5	46 025	46 026	45 717
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 220 523	2 014 021	1 895 652
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 669 548	1 660 950	1 452 252
Cours d'eau	13	108 747	12 354	18 104
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	441 420	410 419	394 150
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	634 481	634 482	614 076
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	640 310	634 005	658 840
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	19 406	187 340	19 959
Activités culturelles	23	363 114	169 681	432 863
Réseau d'électricité				
	24			
	25	6 791 246	6 400 634	6 164 678

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	33 820 687	20 558 057
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	33 820 687	20 558 057

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	58,93	37,50	119 886,00	6 366 470	1 781 648	8 148 118
2 Professionnels						
3 Cois blancs	94,19	35,00	174 436,00	5 316 852	1 487 914	6 804 766
4 Cois bleus	67,05	40,00	149 791,00	4 507 477	1 261 412	5 768 889
5 Policiers						
6 Pompiers	29,73	42,00	96 368,00	2 365 358	589 890	2 955 248
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	249,90		540 481,00	16 556 157	5 120 864	23 677 021
9	9,00			509 109	111 167	620 276
10	258,90			19 065 266	5 232 031	24 297 297

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
11 Approvisionnement et traitement de l'eau potable					1 883
12 Réseau de distribution de l'eau potable	25 471	852 622			878 093
13 Traitement des eaux usées	161 306				161 306
14 Réseaux d'égout					
15					
16 Autres	4 658 590	1 337 938	80 908		6 277 436
17	5 047 250	2 190 560	80 908		7 318 718

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	647 709	334 445
	4	647 709	334 445
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	166 843	175 995
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	166 843	175 995
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 727 372	1 994 666
Enlèvement de la neige	11	780	
Autres	12	180 573	
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 908 725	1 994 666
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	594 039	614 640
Réseau de distribution de l'eau potable	17	580 558	586 862
Traitement des eaux usées	18	728 723	751 691
Réseaux d'égout	19	307 163	359 081
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	4 511	4 768
Autres	25		
	26	2 214 994	2 317 042
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	962 762	593 417
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	962 762	593 417
Réseau d'électricité			
	40		
	41	5 901 033	5 415 565

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Guy Pilon	Maire	109 898	17 044	35 021	
Josée Clément	Conseiller	29 725	14 863		
François Séguin	Conseiller	29 725	14 863		
Jasmine Sharma	Conseiller	29 725	14 863		
Diane Morin	Conseiller	29 725	14 863		
Gabriel Parent	Conseiller	29 725	14 863		
Paul M. Normand	Conseiller	29 725	14 863		
Paul Dumoulin	Conseiller	29 725	14 863		
Céline Chartier	Conseiller	29 725	14 863		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | |
|--|---|--------------------------|--|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 8 500 000 \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | _____ | | \$ |

- | | | | | |
|---|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> |
|---|---|--------------------------|---|-------------------------------------|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

- | | | | | |
|--|----|-------|--|----|
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | _____ | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | _____ | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | _____ | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | _____ | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | _____ | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | _____ | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | _____ | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | _____ | | \$ |
| Ligne 18 : Créiteurs et charges à payer | 18 | _____ | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | _____ | | \$ |

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 263 043 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 897 582 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 \$
- b) autres formes d'aide 45 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 _____ \$

Facteur comparatif de 2020

47 _____

Valeur uniformisée

48 _____ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 _____ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

52 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 _____

b) Date d'adoption de la résolution

55 _____

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

56 57

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 _____ 12-02-166

b) Date d'adoption de la résolution

59 _____ 2012-02-20

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 _____

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 _____

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

64 _____

▪ a causé sa mort

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)

68 _____

- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Vaudreuil-Dorion | 71083 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la **Ville de Vaudreuil-Dorion**

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** (ci-après la « ville») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 23 juillet 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	56 572 728
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	3 798 287
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	60 371 015

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	5 459 928
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
▪ Installations UV	14	65 341
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	189 999
Service de la dette	18	5 599 355
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	11 314 623
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	11 314 623
	27	71 685 638

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	138 628
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 600
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	140 228

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	92 278
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	923 865
	9	1 016 143

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 156 371

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	33 516
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	295
Taxes d'affaires	17	
	18	33 811

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	52 863
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	52 863

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 243 045

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1		x /100 \$					
	Taxe foncière générale (taux unique)						
2	Taxe foncière générale (taux variés)		27 560 775				
3	Résiduelle (résidentielle et autres)	0,6345 /100 \$	2 606 441				
4	Immeubles de 6 logements ou plus	0,7321 /100 \$	22 007 797				
5	Immeubles non résidentiels	1,6481 /100 \$	2 840 719				
6	Immeubles industriels	1,7215 /100 \$					
7	Terrains vagues desservis						
8	Immeubles non résidentiels						
9	Autres		1 741 877				
10	Immeubles agricoles		248 158				
11	Total		57 005 767	(433 039)			56 572 728
Taxes spéciales							
12	Service de la dette (taux unique)	x /100 \$					
13	Service de la dette (taux variés)						
14	Résiduelle (résidentielle et autres)						
15	Immeubles de 6 logements ou plus						
16	Immeubles non résidentiels						
17	Immeubles industriels						
18	Terrains vagues desservis						
19	Immeubles non résidentiels						
20	Autres						
21	Immeubles agricoles						
22	Total						

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
	Taxes spéciales						
19	Activités de fonctionnement (taux unique)	X	/100 \$				
	Activités de fonctionnement (taux variés)						
20	Résiduelle (résidentielle et autres)	X	/100 \$				
21	Immeubles de 6 logements ou plus	X	/100 \$				
22	Immeubles non résidentiels	X	/100 \$				
23	Immeubles industriels	X	/100 \$				
	Terrains vagues desservis						
24	Immeubles non résidentiels	X	/100 \$				
25	Autres	X	/100 \$				
26	Immeubles agricoles	X	/100 \$				
27	Total						
	Taxes spéciales						
28	Activités d'investissement (taux unique)	X	/100 \$				
	Activités d'investissement (taux variés)						
29	Résiduelle (résidentielle et autres)	X	/100 \$				
30	Immeubles de 6 logements ou plus	X	/100 \$				
31	Immeubles non résidentiels	X	/100 \$				
32	Immeubles industriels	X	/100 \$				
	Terrains vagues desservis						
33	Immeubles non résidentiels	X	/100 \$				
34	Autres	X	/100 \$				
35	Immeubles agricoles	X	/100 \$				
36	Total						
	Valeur locative imposable						
37	Taxe d'affaires sur la valeur locative	X	%				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	275,00 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
-------------	------	------	----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7	Terrains vagues desservis		8
								Immeubles non résidentiels	Autres	
	Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Immeubles non résidentiels	6 logements ou plus	Immeubles agricoles			
Taxes sur la valeur foncière										
Générales	22 007 795	2 840 719	1 741 877		2 606 441		248 158			
De secteur	1 477 601	190 726	116 949		174 996		16 661			
Autres										
Taxes sur une autre base										
Taxes, compensations et tarification										
Service de la dette	2 178 249	281 164	172 404		257 976		24 562			
Autres	129 527	189 236			467 500					
Taxes d'affaires										
Sur la valeur locative										
Autres										
	25 793 172	3 501 845	2 031 230		3 506 913		289 381			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	27 066 839	60 899	56 572 728
De secteur	1 817 265	4 089	3 798 287
Autres			
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	2 678 972	6 028	5 599 355
Autres	4 739 006		5 525 269
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative			
Autres			
	36 302 082	71 016	71 495 639

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM			
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM			
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	182 627 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	_____ \$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-14	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	91 399 684 \$	
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	11 978 862 \$	
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	5 654 877 \$	
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	2 504 724 \$	